

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 89
N° 15.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 31
NO TIUMI 1940.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements français de l'Océanie	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.	4 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne.	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers : la ligne.	5 fr.
Les mêmes renouvelées.	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc.	2 fr.

Texte inséré au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie conformément aux instructions du télégramme ministériel C. 15 du 18 juillet 1940.

Acte Constitutionnel numéro 1.

Nous, PHILIPPE PÉTAÏN, Maréchal de France.
Vu la Loi constitutionnelle du dix juillet 1940,
Déclarons assumer les fonctions de Chef de l'Etat français ;
En conséquence nous décrétons l'article deux de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 abrogé.

Acte Constitutionnel numéro 2

Nous, PHILIPPE PÉTAÏN, Maréchal de France, Chef de l'Etat français,
Vu la loi constitutionnelle du dix juillet 1940,

DÉCRÉTONS :

- Article 1^{er}. — Le Chef de l'Etat français a la plénitude du pouvoir gouvernemental ; il nomme et révoque les ministres et secrétaires d'Etat qui ne sont responsables que devant lui.
2. — Il exerce le pouvoir législatif en Conseil des Ministres :
- 1^o jusqu'à la formation des nouvelles assemblées ;
 - 2^o après cette formation en cas de tension extérieure ou de crise intérieure grave : sur sa seule décision et dans la même forme dans les mêmes circonstances il peut édicter toutes dispositions d'ordre budgétaire et fiscal.
 - 3^o Il promulgue les lois et en assure l'exécution ;
 - 4^o Il nomme à tous les emplois civils et militaires pour lesquels la loi n'a pas prévu d'autre mode de désignation.
 - 5^o Il dispose de la force armée ;
 - 6^o Il a droit de grâce et d'amnistie.
 - 7^o Les envoyés en ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui. Il négocie et ratifie les traités.
 - 8^o Il peut déclarer l'état de siège dans une ou plusieurs portions de territoire.
 - 9^o Il ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des assemblées législatives.
- Article 2. — Sont abrogées toutes dispositions des lois

constitutionnelles des 24 février, 25 février et 16 juillet 1875 incompatibles avec le présent acte.

Fait à Vichy le 11 juillet 1940

PHILIPPE PÉTAÏN.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

1940 7 fév.	Décret relatif aux frais de justice et de procédure devant les tribunaux militaires séant aux colonies (Arrêté de promulgation n° 599 a.g.f., du 10 juillet 1940).	347
14 fév.	Décret rendant applicable aux territoires relevant du ministère des colonies le décret du 10 décembre 1935 qui a promulgué dans la métropole la convention de Genève du 27 septembre 1929, pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne (Arrêté de promulgation n° 599 a.g.f., du 10 juillet 1940).	347
14 fév.	Décret réglementant l'emploi de l'emblème de la croix rouge et des armoiries de la confédération suisse dans les territoires relevant du ministère des colonies (Arrêté de promulgation n° 599 a.g.f., du 10 juillet 1940).	348
13 fév.	Décret relatif à la solde et accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies (Arrêté de promulgation n° 599 a.g.f., du 10 juillet 1940).	349
19 fév.	Décrets portant révision du code de justice militaire (Arrêté de promulgation n° 599 a.g.f., du 10 juillet 1940).	349
26 fév.	Décret rendant applicable aux colonies, pays de protectorat, et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les dispositions du décret du 26 septembre 1939 relatif au service militaire des jeunes gens sans nationalité (Arrêté de promulgation n° 599 a.g.f., du 10 juillet 1940).	321

11 mars	Décret étendant dans les colonies aux ressortissants français des territoires d'outre-mer les dispositions de l'article 3 du décret du 12 avril 1939 sur le recrutement des étrangers (Arrêté de promulgation n° 599 a.g.f., du 10 juillet 1940).....	321
13 mars	Décret concernant les avances aux entreprises locales intéressant la défense nationale à consentir par certains territoires d'outre-mer, (modificatif de l'article 261 du décret du 30 décembre 1912). (Arrêté de promulgation n° 599 a.g.f., du 10 juillet 1940).....	322
13 mars	Décret rendant applicable aux colonies et territoires sous mandat le décret du 20 janvier 1940 modifiant la loi du 17 décembre 1926 sur le code disciplinaire et pénal de la marine marchande (Arrêté de promulgation n° 599 a.g.f., du 10 juillet 1940).....	322
15 mars	Décret rendant applicable aux colonies la loi du 20 janvier 1940 prononçant la déchéance de certains élus (Arrêté de promulgation n° 599 a.g.f., du 10 juillet 1940).....	323
16 juil.	Décret relatif aux formules exécutoires des arrêts de jugement, mandats de justice, etc. (Arrêté de promulgation n° 636 e., du 25 juillet 1940).....	323
	Extrait. — M. Bolland, procureur de la République..	323

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1940 31 mai	Arrêté n° 475 a.g.f., annulant les crédits restés sans emploi au titre du budget local (exercice 1939)....	324
12 juil.	Décision n° 603 e., portant affectation des médecins-lieutenants des troupes coloniales Loison (Guy) et Foucard (Henri).....	324
17 juil.	Décision n° 614 j., acceptant la démission offerte par M. Drollet (Louis), de ses fonctions de commissaire-priseur.....	324
17 juil.	Arrêté n° 615 j., nommant M. Hérauld (Pierre), commissaire-priseur à Papeete.....	325
17 juil.	Décision n° 616 a.p.e., portant désignation de deux juges <i>ad hoc</i> au tribunal indigène d'appel de Borabora.....	325
19 juil.	Arrêté n° 621 j., créant un nouveau centre de l'état-civil à Fefuna (île de Raiatea).....	325
19 juil.	Arrêté n° 622 a.g.f., approuvant le budget additionnel de la commune-mixte d'Uturoa, pour l'exercice 1940.....	325
19 juil.	Arrêté n° 623 d., portant remboursement d'une somme de : Cinquante sept mille huit cent trente quatre francs au profit de la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie.....	326
19 juil.	Arrêté n° 624 a.p.e., admettant le nommé Yvon a Ainto, dit « Jean », à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	326
19 juil.	Arrêté n° 625 a.p.e., admettant le nommé Horoi dit Tapi a Taihia, à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle....	326
19 juil.	Arrêté n° 626 a.p.e., admettant le nommé Teuruarit a Tiachau, à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	326
19 juil.	Arrêté n° 627 a.p.e., admettant le nommé Mauri a Tiare, à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	326
19 juil.	Arrêté n° 628 a.p.e., admettant le nommé Adolphe Teamaitua a Tereï, à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	327
19 juil.	Arrêté n° 629 a.p.e., admettant le nommé Teiva a Rauburi, à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	327
19 juil.	Arrêté n° 630 a.p.e., admettant le nommé Pori a Tekaukura, à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	327
19 juil.	Arrêté n° 631 a.p.e., admettant le nommé Tauraa Marcantoni, à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	327

19 juil.	Arrêté n° 632 a.p.e., admettant le nommé Tehuaragi a Tahuputu, dit « Anani », à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.....	327
22 juil.	Décision n° 642 a.g.f., désignant les membres du conseil privé chargés de constater la concordance des comptes de gestion du trésorier-payeur et du compte définitif de l'administration pour l'exercice 1939....	327
22 juil.	Arrêté n° 644 e., attribuant au service local les soldes créditeurs des successions et biens vacants ou en présomption de deshérence inférieurs à 200 francs, après 5 ans de gestion.....	327
22 juil.	Arrêté n° 645 e., attribuant au service local les soldes créditeurs des successions et biens vacants atteints par la prescription trentenaire, ou inférieure à 50 francs après 5 ans de gestion.....	328
26 juil.	Arrêté n° 656 a.p.e., concernant la fabrication du pain. Extraits.....	328

ACTE MUNICIPAL

(Commune de Papeete.)

1940 2 juil.	Arrêté n° 19, modifiant le tarif des taxes municipales relatives aux levés de plan et imprimé de levé de plan des concessions dans le cimetière de la ville..	329
--------------	---	-----

AVIS OFFICIELS

Enquête de <i>commodo</i> et <i>incommodo</i> . — M. Bernardeau (Marcel), demeurant à Tevaitoa (Raiatea).....	329
Enquête de <i>commodo</i> et <i>incommodo</i> . — MM. Heo You, n° 2182 et Chan You, n° 4227, demeurant à Uturoa (Raiatea).....	329
Service des Domaines. — Vente aux enchères publiques du jeudi 22 août 1940.....	329

PARTIE NON OFFICIELLE

DIVERS

Annnonce judiciaire et avis divers.....	32
---	----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 599 a.g.f., promulguant dans la colonie des actes du pouvoir central.

(Du 10 juillet 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les établissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leur forme et teneur :1^o Un décret du 7 février 1940 relatif aux frais de justice et de procédure devant les tribunaux militaires séant aux colonies (J.O. R.F. du 13 février 1940, page 1129) ;2^o Un décret du 11 février 1940 rendant applicable aux territoires relevant du ministère des colonies le décret du 10 décembre 1935 qui a promulgué dans la métropole la convention de

Genève du 27 septembre 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne (J.O.R.F. du 15 février 1940, page 1168);

3° Un décret du 11 février 1940 réglementant l'emploi de l'emblème de la croix rouge et des armoiries de la confédération suisse dans les territoires relevant du ministère des colonies (J.O.R.F. du 15 février 1940, page 1169 - rectificatif, J.O.R.F. du 18 février 1940, page 1243);

4° Un décret du 13 février 1940 relatif à la solde et aux accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies (J.O.R.F. du 22 février 1940, page 1329);

5° Deux décrets du 19 février 1940 portant revision du code de justice militaire (J.O.R.F. du 25 février 1940, page 1406);

6° Un décret du 28 février 1940 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les dispositions du décret du 26 septembre 1939 relatif au service militaire des jeunes gens sans nationalité (J.O.R.F. du 3 mars 1940, page 1575);

7° Un décret du 11 mars 1940 étendant dans les colonies aux ressortissants français des territoires d'outre-mer les dispositions de l'article 3 du décret du 12 avril 1939 sur le recrutement des étrangers (J.O.R.F. du 13 mars 1940, page 1875);

8° Un décret du 13 mars 1940 concernant les avances aux entreprises locales intéressant la défense nationale à consentir par certains territoires d'outre-mer (modificatif de l'article 261 du décret du 30 décembre 1912) (J.O.R.F. du 17 mars 1940, page 1980);

9° Un décret du 13 mars 1940 rendant applicable aux colonies et territoires sous mandat le décret du 20 janvier 1940 modifiant la loi du 17 décembre 1926 sur le code disciplinaire et pénal de la marine marchande (J.O.R.F. du 19 mars 1940, page 2026);

10° Un décret du 15 mars 1940 rendant applicable aux colonies la loi du 20 janvier 1940 prononçant la déchéance de certains élus (J.O.R.F. du 19 mars 1940, page 2026).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

Frais de justice et de procédure devant les tribunaux militaires séant aux colonies.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 7 février 1940.

Monsieur le Président,

Le décret du 27 octobre 1939 a porté de 60 à 120 fr. le taux des frais fixes de procédure devant les tribunaux militaires siégeant dans la métropole et le bassin méditerranéen.

Il est apparu nécessaire, dans un but d'uniformité, d'étendre ce relèvement des frais de procédure aux tribunaux militaires siégeant aux colonies.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le président du conseil, ministre de
la défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,

EDOUARD DALADIER.

DÉCRET

(Du 7 février 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 9 mars 1928 portant promulgation du code de justice militaire pour l'armée de terre;

Vu le décret du 12 août 1896, modifié par le décret du 4 décembre 1930, portant fixation des dépenses des tribunaux militaires;

Vu le décret du 6 septembre 1936 portant modification à la réglementation des frais de justice et des frais fixes de procédure devant les tribunaux militaires de l'armée de terre séant aux colonies;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et des ministres des finances et des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Il sera perçu une somme de 120 fr., à titre des frais fixes de procédure, pour chaque individu compris dans un jugement d'un tribunal militaire de l'armée de terre séant dans un territoire relevant du ministère des colonies, portant condamnation ou absolution ou dans une décision de rejet de recours ou d'acceptation de désistement d'un tribunal militaire de cassation.

Art. 2. — Toutes dispositions antérieures, contraires au présent décret, notamment le décret du 4 mars 1938, sont abrogées.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, les ministres des colonies et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux Bulletins officiels des ministères de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 7 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Application aux territoires relevant du ministère des colonies du décret du 10 décembre 1935 qui a promulgué dans la métropole la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 11 février 1940.

Monsieur le Président,

La convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, convention qui a remplacé celle du 6 juillet 1906, n'a pas été appliquée jusqu'ici aux colonies.

Il m'a paru que, dans les circonstances actuelles, il devenait opportun d'étendre aux territoires relevant du ministère des colonies les effets du décret du 10 décembre 1935 qui a promulgué en France la convention du 27 juillet 1929. Cette adaptation permettrait notamment de réglementer l'usage de l'emblème de la Croix-Rouge que de trop nombreuses officines utilisent à des fins purement commerciales.

Tel est l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 11 février 1940).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 10 décembre 1935 promulguant en France la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret du 10 décembre 1935, promulguant en France la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, sont étendues aux territoires relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 11 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Règlement sur l'emploi de l'emblème de la Croix-Rouge et des armoiries de la confédération suisse dans les territoires relevant du ministère des colonies.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 11 février 1940.

Monsieur le Président,

L'emploi de l'emblème de la croix-rouge et des armoiries de la confédération suisse a été réglementé en dernier lieu

dans la métropole par la loi du 4 juillet 1939, en exécution de la convention internationale de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne.

Il m'a paru qu'il devenait opportun d'étendre aux territoires relevant du ministère des colonies des dispositions analogues à celles de la loi du 4 juillet 1939, afin d'éviter que l'emblème de la croix-rouge ne soit utilisé à des fins commerciales par des officines privées.

La loi du 4 juillet 1939 a modifié, pour les adapter à la convention du 27 juillet 1929, les articles 1^{er} et 3 du titre 1^{er} de la loi du 24 juillet 1913 qui réglementaient l'usage de l'emblème de la croix-rouge en exécution de la convention de Genève du 6 juillet 1906.

Or, l'article 13, toujours en vigueur, de la loi du 24 juillet 1913, dispose qu'un décret rendu sur la « proposition du ministre des colonies, déterminera dans quelles conditions et dans quelle mesure l'application du titre 1^{er} de la présente loi pourra être faite dans les colonies françaises ».

Tel est l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 11 février 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 24 juillet 1913, portant approbation des articles 23, 27 et 28 de la convention internationale de Genève du 6 juillet 1906 ;

Vu la loi du 4 juillet 1939, modifiant le titre 1^{er} de la loi du 24 juillet 1913, portant approbation des articles 24 et 28 de la convention internationale signée à Genève le 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées de campagne ;

Vu le décret du 10 décembre 1935, promulguant en France la convention de Genève du 27 juillet 1929 ;

Vu le décret du 11 février 1940, étendant l'application du précédent aux territoires relevant du ministère des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Conformément aux articles 24 et 28 de la convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, signée à Genève le 27 juillet 1929, l'emploi, sur tous les territoires relevant du ministère des colonies, soit de l'emblème de la croix-rouge sur fond blanc, soit des mots croix rouge ou croix de Genève est réservé, en tout temps, pour protéger ou désigner le personnel, le matériel et les établissements du service de santé des armées de terre, de mer et de l'air ainsi que les associations officiellement autorisées à lui prêter leur concours, avec les extensions prévues à l'article 24 de ladite convention.

En conséquence :

a) Est interdit en tout temps l'emploi soit par des particuliers, soit par des sociétés ou associations autres que celles qui sont visées au paragraphe précédent, desdits emblèmes

ou dénominations constituant une imitation, que cet emploi ait lieu dans un intérêt commercial ou à toute autre fin ;

b) Est également interdit l'emploi par des particuliers ou par des sociétés des armoiries de la confédération suisse ou de signes constituant une imitation, soit comme marques de fabrique ou de commerce, ou comme éléments de ces marques, soit dans un dessein contraire à la loyauté commerciale, soit dans des conditions de nature à blesser le sentiment national suisse.

Art. 2. — L'interdiction des paragraphes a et b de l'article précédent n'est pas applicable aux produits de l'industrie privée destinés exclusivement :

a) A être livrés soit au service de santé des armées de terre, de mer et de l'air, soit aux sociétés ou associations visées au premier paragraphe de l'article précédent, ou enfin aux bâtiments et embarcations mentionnés par l'article 6 de la loi du 24 juillet 1913.

b) A être expédiés dans les pays qui n'ont pas adhéré aux articles 18, 23 ou 27 de la convention de Genève du 6 juillet 1906 ou aux articles 19, 24 ou 28 de celle du 27 juillet 1929 ou ceux qui ne se trouveront pas dans les conditions déterminées par l'article 16 de la loi du 24 juillet 1913.

Art. 3. — En dehors des cas où l'article 5 de la loi du 24 juillet 1913 devient applicable, les infractions à l'article 1^{er} sont punies d'une amende de 5 à 1.000 fr. et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement. La suppression des emblèmes, dénominations ou armoiries employés contrairement aux dispositions des deux articles précédents est ordonnée par le jugement ou l'arrêt de condamnation. En cas de non-exécution dans le délai fixé, elle est effectuée aux frais du condamné.

Art. 4. — Les mesures d'application du présent décret seront fixées, le cas échéant, par arrêté du chef de la colonie ou du territoire.

Art. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 11 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies

GEORGES MANDEL.

DÉCRET relatif à la solde et aux accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies.

(Du 13 février 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies,

Vu l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901 ;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 prescrivant la mobilisation générale des armées ;

Vu l'article 76 de la loi du 31 mars 1928 et le décret-loi du 27 octobre 1939 qui l'a modifié ;

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et ses divers modificatifs ;

Vu le décret du 27 octobre 1939 portant modifications aux règlements sur la solde en ce qui concerne l'admission à la solde mensuelle de certains militaires mobilisés,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — L'article 12 du décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies, la position n° 58 (mobilisation) du tableau qui fait suite à cet article, ainsi que l'indemnité n° 14 (indemnité de logement) du tableau faisant suite à l'article 15 du même décret, reçoivent les mêmes modifications que celles apportées par le décret du 27 octobre 1939 (article 1^{er}, 2 et 3) au règlement sur la solde et les revues des troupes métropolitaines.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1^{er} octobre 1939 et sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 13 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Revision du code de justice militaire.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 19 février 1940.

Monsieur le Président,

Le décret du 4 octobre 1939 a modifié, en ce qui concerne le territoire métropolitain, l'article 125 de la loi du 9 mars 1928 portant revision du code de justice militaire pour l'armée de terre.

Cette loi ayant été promulguée dans les territoires relevant du ministère des colonies, il a paru nécessaire de rendre également applicable dans ces territoires le décret loi du 4 octobre 1939.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 19 février 1940)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies,

Vu la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre applicable aux colonies et les textes modificatifs;

Vu le décret-loi du 4 octobre 1939 modifiant l'article 125 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 4 octobre 1939 modifiant l'article 125 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre sont applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des diverses colonies et aux *Bulletins officiels* des ministères de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 19 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 19 février 1940.

Monsieur le Président,

Le décret-loi du 3 novembre 1939 a complété et modifié, en ce qui concerne le territoire métropolitain, la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre.

Cette loi ayant été promulguée dans les territoires relevant du ministère des colonies, il a paru nécessaire de rendre également applicable dans ces territoires le décret-loi du 3 novembre 1939.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 19 février 1940).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies,

Vu la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre applicable aux colonies et les textes modificatifs;

Vu le décret-loi du 3 novembre 1939, modifiant et complétant la loi du 9 mars 1928, portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 3 novembre 1939, modifiant et complétant la loi du 9 mars 1928, portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre, sont applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des diverses colonies et aux *Bulletins officiels* des ministères de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 19 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Service des jeunes gens sans nationalité.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 28 février 1940.

Monsieur le Président,

Un décret-loi du 26 septembre 1939 qui a modifié l'article 3 de la loi du 31 mars 1928, sur le recrutement de l'armée, en vue de permettre l'incorporation dans les régiments français, pour y accomplir le temps de service imposé par la loi de recrutement, des jeunes gens ne justifiant d'aucune nationalité, même s'ils ne remplissent pas la condition d'avoir été élevés depuis huit ans au moins par une famille française ou dans école française.

Il nous est apparu nécessaire d'étendre cette disposition aux territoires relevant du ministère des colonies.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction, si toutefois vous en approuvez la teneur.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de
la défense nationale et de la
guerre et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 28 février 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et du ministre des colonies.

Vu la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée ;

Vu le décret-loi du 26 septembre 1939 relatif au service militaire des jeunes gens sans nationalité,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 26 septembre 1939, sont applicables aux colonies, pays de protectorat et pays sous mandat relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et le mi-

nistre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux Journaux officiels des territoires intéressés et aux Bulletins officiels des ministères de la guerre et des colonies.

Fait à Paris, le 28 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET étendant, dans les colonies, aux ressortissants français des territoires d'outre-mer les dispositions de l'article 3 du décret du 12 avril 1939.

(Du 11 mars 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, des ministres de la marine, de l'air et des colonies,

Vu le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre ;

Vu le décret du 18 mai 1939 rendant le décret susvisé du 12 avril 1939 applicable aux territoires relevant du ministère des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret du 12 avril 1939 qui a été déclaré applicable aux colonies par un décret du 18 mai 1939 s'appliqueront également, dans les colonies françaises, aux ressortissants de tous nos territoires d'outre-mer.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, les ministres de la marine, de l'air et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,

GUY LA CHAMBRE.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Avances aux entreprises locales intéressant la défense nationale à consentir par certains territoires d'outre-mer.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 13 mars 1940.

Monsieur le Président,

L'article 261 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies a prévu l'emploi qui peut être fait des fonds de réserve.

Il nous paraît indispensable d'apporter une dérogation à cette disposition et d'autoriser les chefs des administrations locales à donner, pendant la durée des hostilités, des facilités de trésorerie aux établissements installés dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies et travaillant pour la défense nationale.

Tel est l'objet du présent décret, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

DÉCRET

(Du 13 mars 1940).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Par dérogation à l'article 261 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et en vue de permettre aux entreprises intéressant la défense nationale, installées dans les territoires d'outre mer relevant du ministère des colonies, de remplir immédiatement le rôle qui leur est dévolu pour le temps de guerre, des avances peuvent leur être consenties, pendant la durée des hostilités, sur les fonds de réserve de ces territoires, jusqu'à concurrence d'une somme fixée chaque année, pour chacun d'eux, par arrêté du chef du territoire, soumis à l'approbation du ministre des colonies et du ministre des finances.

Art. 2. — Les avances visées à l'article 1^{er} produiront intérêt à un taux fixé par le chef du territoire, dans les conditions prévues à l'article 1^{er} et devront être remboursées dans un délai maximum de cinq années.

Art. 3. — Les demandes d'avances seront adressées au chef du territoire qui procédera à leur instruction et les soumettra, pour avis, à un comité composé ainsi qu'il suit :

Le secrétaire général, président,

Le commandant supérieur des troupes ou son représentant.

Le commandant de la marine ou son représentant.

Le commandant de l'air ou son représentant.

Le directeur ou le chef du service des finances.

Le directeur du contrôle financier ou, à défaut, le trésorier-payeur.

L'inspecteur général ou le chef de service des travaux publics.

Un représentant de la banque d'émission locale.

Le comité déterminera les modalités des avances, ainsi que les sûretés à exiger de leurs bénéficiaires, qui devront obligatoirement résider dans la constitution de cautions s'engageant solidairement avec les entrepreneurs à rembourser le montant des avances consenties.

Art. 4. — Les avances seront accordées par arrêté du chef du territoire.

Art. 5. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

DÉCRET appliquant aux navires ayant leur port d'attache dans les colonies et territoires sous mandat le décret du 20 janvier 1940 modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

(Du 13 mars 1940).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 21 décembre 1911 sur la marine marchande dans les colonies françaises et les pays de protectorat autres que l'Algérie et la Tunisie;

Vu la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande;

Vu le décret du 17 octobre 1929 rendant applicables aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies et les territoires sous mandat, les dispositions de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande;

Vu le décret du 20 janvier 1940 modifiant la loi du 17 décembre 1926;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre de la marine marchande,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le décret du 20 janvier 1940 modifiant la loi du 17 décembre 1926 est rendu applicable aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies françaises et les territoires sous mandat.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies et du ministère de la marine marchande.

Fait à Paris, le 13 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre de la marine
marchande,*

A. RIO

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Application aux colonies de la loi du 20 janvier 1940 prononçant la déchéance de certains élus.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 15 mars 1940.

Monsieur le Président,

La loi du 20 janvier 1940 a prononcé la déchéance de certains élus.

Il m'a paru opportun, pour les mêmes raisons, de la déclarer applicable aux colonies et territoires relevant du ministère des colonies.

Tel est l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 15 mars 1940)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu le décret du 26 septembre 1939, portant dissolution des organisations communistes applicable aux colonies en vertu de son article 5 ;

Vu la loi du 20 janvier 1940 prononçant la déchéance de certains élus,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — La loi du 20 janvier 1940 susvisée est rendue applicable aux colonies et territoires relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Les pouvoirs attribués au préfet et au conseil de préfecture sont respectivement dévolus au chef de la colonie et au conseil du contentieux administratif.

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et des colonies intéressées et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 15 mars 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

ARRÊTÉ n° 656 c., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie le décret du 16 juillet 1940.

(Du 25 juillet 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels ;

Vu le télégramme ministériel n° c. 48 r. du 19 juillet 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le décret du 16 juillet 1940 relatif aux formules exécutoires des arrêts de jugement, mandats de justice etc... est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCRET relatif aux formules exécutoires des arrêts de jugement, mandats de justice etc...

(Du 16 juillet 1940.)

Nous, Philippe Pétain, Maréchal de France,

Chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTONS :

Article 1^{er}. — Les expéditions des arrêts de jugement, mandats de justice ainsi que les grosses et expéditions des contrats et de tous autres actes susceptibles d'exécution forcée seront intitulées ainsi qu'il suit :

« République française AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS »

et terminées par la formule suivante :

« En conséquence le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français ordonne à tous huissiers sur ce requis de mettre « le dit arrêt (ou le dit jugement etc...) à exécution, aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République près « les Tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous « Commandants et officiers de la force publique de prêter « main forte lorsqu'ils en seront légalement requis, en foi de « quoi le présent arrêt (ou jugement etc...) a été signé »

Art. 2. — Les porteurs de grosses et d'expéditions d'actes revêtus de la formule prescrite par le décret du 2 septembre 1871 pourront les faire mettre à exécution sans faire ajouter la formule ci-dessus indiquée.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi d'Etat.

Fait à Vichy, le 16 juillet 1940.

PHILIPPE PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le Garde des Sceaux, Ministre,
Secrétaire d'Etat à la Justice,*

RAPHAEL ALBERT.

EXTRAIT

Par décret en date du 6 avril 1940, rendu sur la proposition du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice, ont été chargés de fonctions :

1^{re}) De procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel des établissements français dans l'Inde (emploi créé), M. Balland, procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel des établissements français de l'Océanie.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 475 a.g.f., annulant les crédits restés sans emploi au titre du budget local, exercice 1939.

(Du 31 mai 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 274 ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les crédits du budget local, exercice 1939, qui n'ont pas été employés par les paiements effectifs ou par un transport au compte des restes à payer, sont annulés pour une somme de : *Trois millions huit cent quatre vingt seize mille trois cent quatre vingt francs quarante huit centimes* (3.896.380 f. 48), se décomposant comme suit :

Chapitre 1 ^{er} . — Dettes exigibles	30.877 62
— 2. — Gouvernement (personnel)	35.949 18
— 3. — — (matériel)	100.831 30
— 4. — Service d'administration générale (personnel)	9.574 91
— 5. — — (matériel)	45.333 83
— 6. — Services financiers (personnel)	21.960 09
— 7. — — (matériel)	50.732 69
— 8. — Dépenses des exploitations industrielles (personnel)	34.255 01
— 9. — — (main-d'œuvre)	130.724 »
— 10. — — (matériel)	460.235 82
— 11. — Services d'intérêt social et économique (personnel)	55.065 03
— 12. — — (matériel)	278.083 »
— 13. — Dépenses diverses (personnel)	1.550 »
— 14. — — (matériel)	126.394 51
— 15. — Dépenses secrètes	3.000 »
— 16. — Dépenses imprévues	34.253 79
— 18. — Dépenses extraordinaires	2.477.559 70
	<u>3.896.380 48</u>

Art. 2. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 mai 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 603 c., portant affectation des médecins-lieutenants des troupes coloniales Loison (Guy) et Foucard (Henri)

(Du 12 juillet 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le télégramme du service colonial de Marseille, en date du 20 mai 1940, concernant l'embarquement des médecins-lieutenants hors cadres Foucard et Loison ;

Vu l'arrivée dans la colonie le 28 juin 1940, des médecins-lieutenants Foucard et Loison ;

Sur la proposition du chef du service de santé,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Les médecins-lieutenants hors cadres Foucard (Henri) et Loison (Guy) des troupes coloniales débarqués dans la colonie le 28 juin 1940, sont affectés au service de santé des établissements français de l'Océanie :

1^o — Le médecin-lieutenant Loison (Guy) est chargé du poste médical d'Atuona, à Hiva-Oa (îles Marquises) et de l'assistance médicale indigène du groupe sud de cet archipel, pour compter du jour de sa prise de service.

Il rejoindra son poste par la première occasion.

2^o — Le médecin-lieutenant Foucard (Henri) est provisoirement affecté au centre médico-chirurgical de Papeete, pour compter du jour de son débarquement.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 614 j., acceptant la démission offerte par M. Drollet (Louis), de ses fonctions de commissaire-priseur.

(Du 17 juillet 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la lettre en date du 28 juin 1940 par laquelle M. Drollet (Louis), offre sa démission de commissaire-priseur ;

Vu l'arrêté du 17 juin 1885 concernant l'institution des commissaires-priseurs à Papeete,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La démission de ses fonctions de commissaire-priseur offerte par M. Drollet (Louis), est acceptée à compter du 15 juillet 1940.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 17 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 615 j., nommant M. Hérault (Pierre) commissaire-priseur à Papeete.

(Du 17 juillet 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 17 juin 1885 concernant l'institution des commissaires-priseurs à Papeete ;

Vu la décision n° 614 j., en date du 17 juillet 1940, acceptant la démission de ses fonctions de commissaire-priseur offerte par M. Drollet (Louis) ;

Vu la requête en date du 29 mai 1940 présentée par M. Hérault (Pierre), en vue d'être nommé commissaire-priseur à Papeete ;

Sur la proposition du chef du service judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Hérault (Pierre, Alexis, Maurice, Henri), est nommé commissaire-priseur, pour compter du 15 juillet 1940, à titre provisoire.

Art. 2. — Avant d'entrer en fonctions, M. Hérault (Pierre) prêtera le serment prescrit par la loi.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 616 a.p.e., portant désignation de deux juges ad hoc au tribunal indigène d'appel de Borabora.

(Du 17 juillet 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 17 septembre 1897 portant organisation de la justice aux îles Sous-le-Vent et notamment l'article 11 ;

Vu l'article 100 des lois codifiées des îles Sous-le-Vent ;

Considérant que dans l'affaire qui oppose M. Terii à Tinirau et sa femme Teiri à Poumata à M. Papaura à Anani les juges titulaires Taratua à Pae et Temarii à Haoatai sont unis aux parties en cause par des liens de parenté ;

Sur la proposition du chef du service des affaires politiques et économiques et du chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M.M. Teihotu à Mai et Tearainuiotoa à Tehapai sont nommés juges ad hoc au tribunal indigène d'appel de Borabora dans l'affaire pendante entre M. Terii à Tinirau et sa femme Teiri à Poumata d'une part et Papaura à Anani, d'autre part, en remplacement des titulaires Taratua à Pae et Temarii à Haoatai, apparentés aux parties en cause.

Art. 2. — Le tribunal indigène d'appel de Borabora appelé à juger l'affaire en question sera en conséquence composé comme suit :

M.M. Virau à Virau,	Président ;
Teihotu à Mai,	Membre ;
Tearainuiotoa à Tehapai,	—

MM. Teihotu à Mai et Tearainuiotoa à Tehapai auront droit à

la vacation de *vingt francs* prévue par l'arrêté du 29 septembre 1938, fixant les salaires des juges des tribunaux indigènes aux îles Sous-le-Vent ;

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 17 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 621 j., créant un nouveau centre de l'état-civil à Fetuna (île de Raiatea).

(Du 19 juillet 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 1898 portant organisation de l'état-civil aux îles Sous-le-Vent ;

Vu la décision en date du 15 avril 1926 créant les deux districts de Vaiaau et Fetuna à la place du district de Tumaraa ;

Considérant que les difficultés de communication entre Fetuna et Tevaitoa obligent les habitants de Fetuna à des déplacements longs et onéreux pour venir avec leurs témoins faire les déclarations prescrites par la loi ;

Sur la proposition du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent et l'avis conforme du chef du service judiciaire ;

Le conseil privé entendu dans sa séance en date du 18 juillet 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Un nouveau centre de l'état-civil est créé à Fetuna, île de Raiatea, qui comprendra ce district dans son ressort.

Art. 2. — Le chef de district de Fetuna est nommé officier de l'état-civil.

Art. 3. — Le chef du service judiciaire et le chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 622 a.g.f., approuvant le budget additionnel de la commune mixte d'Uturoa pour l'exercice 1940.

(Du 19 juillet 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 17 décembre 1931 organisant la commune mixte d'Uturoa (îles Sous-le-Vent) ;

Vu l'arrêté du 29 avril 1932 sur le régime financier de ladite commune et notamment l'article 3 ;

Vu la délibération de la commission municipale en date du 31 mai 1940 ;

Sur le rapport du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 18 juillet 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé le budget additionnel de la commune mixte d'Uturoa pour l'exercice 1940 arrêté en recettes et en dé-

penses à la somme de : *Deux cent vingt et un mille cinquante six francs trente cinq centimes* (221.056 frs 35).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 623 d., portant remboursement d'une somme de : cinquante sept mille huit cent trente quatre francs au profit de la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie.

(Du 19 juillet 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 20 juillet 1932 réglementant le service des douanes dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 30 novembre 1937 relatif au régime douanier de certains combustibles importés dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le rapport du chef du service des douanes ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 18 juillet 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est autorisé le remboursement direct ou par réduction des liquidations au profit de la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie de la somme de : *Cinquante sept mille huit cent trente quatre francs*, représentant les droits de douane perçus par le trésor sur de l'huile lourde de pétrole (fuel oil) réexportée pendant le 2^e trimestre 1940 : Droits de douane : 57.834 frs.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 624 a.p.e. admettant le nommé Yvon a Aiuto dit "Jean" à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.

(Du 19 juillet 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, titres 1 et 2, promulguée dans la Colonie par arrêté du 9 décembre suivant ;

Vu la dépêche ministérielle du 4 juin 1887, relative à l'application aux colonies de la loi sus-visée ;

Vu l'avis émis par la commission de surveillance des prisons ;

Sur la proposition du chef du service des affaires politiques et économiques,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, sera admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, sous réserve du paiement des frais de justice et pour compter du 19 juillet 1940.

Yvon a Aiuto dit "Jean", condamné le 8 juillet 1939 par arrêté du tribunal supérieur d'appel de Papeete, pour vol à deux ans de prison.

En conséquence, après notification du présent arrêté et remise à l'intéressé d'un permis de libération, il sera mis en liberté et pourra y être laissé jusqu'à l'expiration de sa peine.

Art. 2. — Il fera connaître la localité où il désire se fixer et devra s'y rendre sans retard.

Toutes les fois qu'il aura l'intention de changer de domicile, il en avisera préalablement le chef du service de la sûreté. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés, à moins qu'une décision spéciale ne le prescrive.

Art. 3. — Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré à l'intéressé par un arrêté, soit pour inconduite habituelle ou publique dument constatée, soit pour infraction aux conditions auxquelles est subordonné son maintien en liberté.

Dans ce cas, le nommé Yvon a Aiuto dit "Jean" sera réintégré à la prison pour toute la durée de sa peine non écoulée au moment de sa libération.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 625 a.p.e.

(Du 19 juillet 1940.)

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, sera admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, sous réserve du paiement des frais de justice et pour compter du 19 juillet 1940.

Horoï dit Tapi a Taihia, condamné le 18 juillet 1939 par le tribunal correctionnel à un an de prison.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 626 a.p.e.

(Du 19 juillet 1940.)

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, sera admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, sous réserve du paiement des frais de justice et pour compter du 19 juillet 1940.

Teuruarui a Tisehau, condamné le 14 novembre 1939 par le tribunal correctionnel pour vol à six mois de prison.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 627 a.p.e.

(Du 19 juillet 1940.)

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, sera admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, sous réserve du paiement des frais de justice et pour compter du 19 juillet 1940.

Mauri a Tiare, condamné le 8 janvier 1940, par le tribunal correctionnel à huit mois de prison.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 628 a. p. e.

(Du 19 juillet 1940.)

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, sera admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, sous réserve du paiement des frais de justice et pour compter du 19 juillet 1940.

Adolphe Teamaitua a Terai, condamné le 4 avril 1939 par le tribunal criminel, pour coups et blessures sans intention de donner la mort à trois ans de prison.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 629 a. p. e.

(Du 19 juillet 1940.)

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, sera admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, sous réserve du paiement des frais de justice et pour compter du 19 juillet 1940.

Teiva a Raihuri, condamné le 8 janvier 1940 par le tribunal correctionnel pour vol, à un an de prison.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 630 a. p. e.

(Du 19 juillet 1940.)

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, sera admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, sous réserve du paiement des frais de justice et pour compter du 19 juillet 1940.

Pori a Tekaukura, condamné les 20 novembre 1929, 13 décembre 1929, 27 février 1930, 5 juillet 1932, 4 octobre 1932 par le tribunal correctionnel pour une durée totale de 15 années et 9 mois de prison.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 631 a. p. e.

(Du 19 juillet 1940.)

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la prison coloniale de Papeete, sera admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, sous réserve du paiement des frais de justice et pour compter du 19 juillet 1940.

Tauraa Marcantoni, condamné par arrêt du tribunal de paix des îles Sous-le-Vent à cinq ans de prison pour vol, le 2 septembre 1936.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 632 a. p. e.

(Du 19 juillet 1940.)

Par arrêté du Gouverneur, le dénommé ci-après, détenu à la

prison coloniale de Papeete, sera admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, sous réserve du paiement des frais de justice et pour compter du 19 juillet 1940.

Tehuaragia Tahupuia dit "Anani", condamné le 4 juillet 1939 par le tribunal correctionnel pour coups et blessures à dix-huit mois de prison.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 642 a. g. f., désignant les membres du conseil privé chargés de constater la concordance des comptes de gestion du trésorier-payeur et du compte définitif de l'administration pour l'exercice 1939.

(Du 22 juillet 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 400 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La commission chargée de constater la concordance des comptes de gestion du trésorier-payeur et du compte définitif de l'administration pour l'exercice 1939, composée comme suit :

M.M. Ardant, chargé des fonctions de procureur de la République, chef du service judiciaire, conseiller privé,	président ;
Fangerat, chef du service de l'enregistrement et des domaines, conseiller privé,	membre ;
Lagarde, chef du service des douanes en retraite, conseiller privé,	—

se réunira, sur la convocation de son président, à la trésorerie de Papeete, pour constater la concordance des comptes annuels de gestion du trésorier-payeur et du compte définitif de l'administration. Elle dressera procès-verbal de ses constatations.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 22 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 644 e., attribuant au service local les soldes créditeurs des successions et biens vacants ou en présomption de deshérence inférieurs à 200 francs, après cinq ans de gestion.

(Du 22 juillet 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les décrets des 27 janvier 1855 et 13 avril 1932 modifiés par le décret du 28 novembre 1939, concernant les successions et biens vacants, ensemble l'arrêté ministériel du 20 juin 1864 sur la comptabilité de ce service.

Sur la proposition du chef du service de l'enregistrement et l'avis conforme du chef du service d'administration générale et des finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont imputés au service local, en exécution du

décret susvisé du 13 avril 1932, modifié par le décret du 28 novembre 1939 les soldes créditeurs des liquidations de plus de cinq ans, de la curatelle ou des deshérences et dont le montant est inférieur à *deux cents francs*, suivant état ci-annexé, certifié et vérifié, arrêté au total de : *Trois mille six cent vingt deux francs quarante quatre centimes*.

Art. 2. — Le chef du service d'administration générale et des finances, le trésorier-payeur et le chef du service de l'enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 645 e., attribuant au service local les soldes créditeurs des successions et biens vacants atteints par la prescription trentenaire, ou inférieurs à 50 francs après cinq ans de gestion.

(Du 22 juillet 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu les décrets des 27 janvier 1855 et 13 avril 1932 concernant les successions et biens vacants, ensemble l'arrêté ministériel du 20 juin 1864 sur la comptabilité de ce service;

Sur la proposition du chef du service de l'enregistrement et l'avis conforme du chef du service d'administration générale et des finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont définitivement imputés au budget local les soldes créditeurs des liquidations atteintes par la prescription trentenaire au cours de l'année 1939 et s'élevant, suivant état ci-annexé, certifié et vérifié, à : *Quatre mille sept cent quatre vingt quatorze francs quatre vingt trois centimes*.

Art. 2. — Le chef du service d'administration générale et des finances, le trésorier-payeur et le chef du service de l'enregistrement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 22 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 658 a.p.e., concernant la fabrication du pain.

(Du 26 juillet 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la loi du 11 juillet 1939 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi dans les colonies;

Vu l'arrêté n° 353 a.p.e. du 27 avril 1940 relatif à la déclaration des stocks de farine;

Considérant les achats anormaux effectués par des particuliers, qui ont eu pour résultat de fausser l'approvisionnement régulier des boulangeries;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 8 juillet 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est formellement interdit à MM. les boulangers de fabriquer du pain pour le compte exclusif de certains particuliers avec la farine apportée par ces derniers.

Art. 2. — MM. les boulangers sont cependant autorisés à acheter la farine détenue par des particuliers, au prix taxé, à la condition expresse d'utiliser cette farine pour la fabrication du pain destiné à la consommation générale.

Art. 3. — Les contraventions aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté seront punies des peines prévues à l'article 10 du décret du 2 mai 1939 susvisé.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 juillet 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES.

1. — *Par décision n° 604 du 13 juillet 1940.* — M. Allain (Gaston) commis des services civils des colonies, affecté au service d'administration générale et des finances, remplira les fonctions de secrétaire de la commission coloniale et de la commission d'appel des allocations militaires, en remplacement de M^{lle} Gérard (Henriette).

2. — *Par décision n° 608 du 16 juillet 1940.* — Il est accordé, conformément à l'article 31 de l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939, à M^{me} Hintze Claire, épouse Bambridge, dame auxiliaire de 3^e catégorie, affecté au service des affaires politiques et économiques, un nouveau congé de convalescence du 14 juillet au 20 août 1940, inclus.

* * *

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE.

1. — *Par décision n° 647 du 24 juillet 1940.* — Est congédié, à compter du 1^{er} juillet 1940, M. Taimana (Teunu) agent auxiliaire du service local, 5^e catégorie, 37^e degré, chef d'arrondissement de 1^{re} classe de Tevaitoa (Raïatea).

Il est alloué à cet agent, comptant au 1^{er} juillet 1940, 31 ans de service, à titre d'indemnité de congédiement, conformément aux articles 41 et 69 de l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939, la somme de 980 frs.

* * *

SANTÉ.

1. — *Par décision n° 643 du 22 juillet 1940.* — Est acceptée, pour compter du 16 juin 1940, la démission de son emploi d'auxiliaire de 4^e catégorie, offerte par M^{me} Teuraatara Mahatia, épouse Chambon.

2. — *Par décision n° 646 du 23 juillet 1940.* — Le médecin-commandant Perrin, en instance de rapatriement, poursuivra dans les îles Sous-le-Vent l'enquête commencée au sujet des statistiques démographiques.

Le médecin-commandant Perrin aura droit au transport de Papeete à Uturoa à l'exclusion de tous autres frais de déplacement pendant sa mission.

3. — *Par décision n° 657 du 24 juillet 1940.* — L'élève-infirmier Degage (Charles) en service à l'hôpital est licencié de son emploi à compter du 1^{er} juillet 1940.

M. Degage (Charles) remboursera au service local la somme de *mille cinq cents francs* (1.500 frs) représentant la moitié des sommes qu'il a perçues au titre d'allocation pendant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1940 inclus, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 14 de l'arrêté n° 82 a.g.f. du 27 janvier 1939.

ACTE MUNICIPAL

ARRÊTÉ MUNICIPAL n° 19, modifiant le tarif des taxes municipales relatives aux levés de plan et imprimé de levé de plan des concessions dans le cimetière de la ville.

(Du 2 juillet 1940.)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE PAPEETE, (ILE TAHITI),

Vu l'article 34 du décret du 8 mars 1879 organisant la Commune de Nouméa et rendu applicable à la Commune de Papeete par le premier décret du 20 mai 1890;

Vu l'arrêté municipal n° 15 du 4 mars 1926 modifiant le tarif des taxes municipales;

Vu les délibérations du conseil municipal au cours de sa session budgétaire de mai 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le tarif des taxes municipales relatives aux concessions dans le cimetière est modifié comme suit à compter du 1^{er} juillet 1940.

1^o — Levé de plan, par levé : *Trente francs* (30 frs).

2^o — Imprimé de levé de plan, l'unité : *Un franc soixante quinze centimes* (1 fr 75).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 2 juillet 1940.

Le Maire,

G. BAMBRIDGE.

Approuvé :

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

AVIS OFFICIELS

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 40 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 1^{er} août 1940, sur une demande formulée par M. Bernardeau Marcel, demeurant à Tevaitoa (Raïatea), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer à son domicile un moteur d'une puissance d'un cheval et demi devant actionner un groupe électrogène.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 août 1940, à 17 heures.

M. Tamati Brothers, agent de police de Tevaitoa, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 15 juillet 1940.

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 40 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant un mois, à compter du 1^{er} août 1940, sur une demande formulée par M. M. Heo You, n° 2182, et Chan You, n° 4227, demeurant à Uturoa (Raïatea), en vue d'obtenir l'autorisation de construire une tuerie à Uturoa sur la terre Hopa dite Farapapai.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 août 1940, à 17 heures.

M. le gendarme Shenck, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 15 juillet 1940.

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

ENREGISTREMENT ET DOMAINES

VENTE

aux enchères publiques

Il sera procédé à Papeete le **jeudi 22 août 1940**, à 8 heures, à la vente d'objets réformés, savoir :

Au Magasin de la Marine, Quai des Subsistances :

cordages divers — toiles — barriques de 125 litres — drums vides de 200 et 400 litres — fil d'acier etc. — une bicyclette (provenant du Détachement d'Infanterie coloniale)

Avenue Bruat, au magasin du Service Local :

tapis — sorbetières — cuisinières — fourneaux — glacière — tables — garde-manger — verres — vaisselle — ustensiles de cuisine — microscope — microtone — chambre microscopique — livres — réchauds — alambic — lampes — lustres — balances — toiles — sièges — buffet — armoire — lits — coiffeuse — loch — radio Philco.

Au Greffe :

ciseaux — chapeaux — primus — vaisselle — canifs — mah jongs — lampes — tables — vêtements — nattes — couvertures — sièges — réveils.

Au Commissariat de Police :

bicyclettes — bijoux — vêtements — sacs à mains (Police) — chapeau — ceinture — perles pipi — vanille — anneaux — "more" (Poste).

les matériaux d'un hangar en ruine, sis à Papara, - Atimaono-
6^e lot - (40^e kilomètre) soit 12 tôles ondulées de 9 pieds et les
bois de support (succession Domas)
un bon à lot de 50 fangs au porteur, arts décoratifs Paris 1925
(succession Duceau)

Prix d'adjudication payables au comptant et avant livrai-
son. — Aucune réclamation ne sera admise après la vente.

Les prix seront majorés de 6% pour tous frais.

Papeete, le 20 juillet 1940.

Le receveur des Domaines,

A. FAUGERAT.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCE JUDICIAIRE

Etude de M^e P. de MONTLUC, Défenseur à Papeete

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal
Civil de Première Instance de Papeete, le 12 avril 1940, enre-
gistré :

A la requête de Madame Mere Fuller-Garbutt, demeu-
rant à Papeete, ayant M^e P. de MONTLUC pour Défenseur ;

Contre Monsieur John Francis Stimson, archéologue, de-
meurant à Papeete, ayant M^e G. AHNNE pour Défenseur ;

Il appert que le divorce a été prononcé entre lesdits époux
au bénéfice de l'épouse.

Pour extrait :

P. de MONTLUC. *Défenseur.*

ANNONCES DIVERSES

AVIS

Les actionnaires de la Société Civile Immobilière Chinoi-
se sont avisés qu'à la date du Mercredi 14 Août 1940 se
tiendra l'Assemblée Générale annuelle au Siège Social à
Papeete, rue du Maréchal Foch, à 13 heures.

Le Comité de Direction

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

"OCEANIA"

Légendes et Récits Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.

PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS.

PROCÈS-VERBAUX

des Délégations Economiques et Financières.

SESSIONS ORDINAIRES 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938 ET 1939.

PRIX BROCHÉS :	ANNÉE 1933 :	20 francs.
—	—	ANNÉE 1934 : 25 francs.
—	—	ANNÉE 1935 : 20 francs.
—	—	ANNÉE 1936 : 30 francs.
—	—	ANNÉE 1937 : 25 francs.
—	—	ANNÉE 1938 : 30 francs.
—	—	ANNÉE 1939 : 30 francs.